



PRÉFET DE LA REGION RHONE-ALPES

Autorité Environnementale

Préfet de région

Décision de l'Autorité Environnementale, après examen au cas par cas, sur le projet dénommé « Protection de berges – lac d'Annecy - muret sinistré à reconstruire » (Commune de Talloires - département de la Haute Savoie)

Décision n° 08214P0780 n°607

DREAL RHONE-ALPES / Service CAEDD
5, Place Jules Ferry
69453 Lyon cedex 06

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

Décision du 29/04/2014
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 14-60 2014098-0004 du préfet de région Rhône-Alpes du 08 avril 2014 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à madame Françoise Noars, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° 2014104-0003 du 14 avril 2014 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas présentée par M le président de la SARL Martin et considérée complète le 10/04/2014 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la santé en date du 28/04/2014 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires le 28/04/2014 ;

Considérant le fait que les travaux, tels que décrits au formulaire, s'apparentent à des travaux d'entretien/grosses réparation d'un ouvrage existant ;

Considérant leur faible potentiel d'impact sur les milieux aquatiques et la non modification des usages lacustres ;

Rappelant que la dispense d'étude d'impact ne vaut pas dispense d'étude d'environnement et qu'une attention particulière devra être accordée aux points suivants :

- le projet se situant à l'intérieur du périmètre de protection rapproché du pompage du Vivier, respect strict de l'arrêté préfectoral n°540-2005 du 15/11/2005 de protection du captage ;
- le projet étant situé à environ 200m de la zone de baignade d'Angon, précautions visant à éviter tout rejet d'hydrocarbures ou autres substances susceptibles d'altérer la qualité des eaux de baignades et choix, pour éviter tout risque sanitaire potentiel pour les baigneurs, d'une période de travaux en dehors de la période estivale.

Décide :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet dénommé « **Protection de berges – lac d'Annecy - muret sinistré à reconstruire** » sur la commune de Talloires, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2

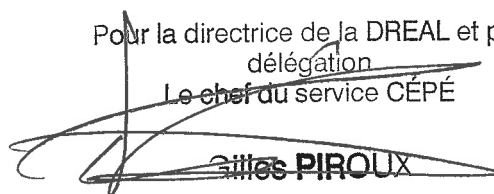
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région.

Pour le préfet de région, par délégation
la directrice régionale

Pour la directrice de la DREAL et par
délégation
Le chef du service CÉPÉ



Gilles PIROUX

Voies et délais de recours

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact. Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes
DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE
69 453 Lyon cedex 06

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux et être adressé au :

Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
92055 Paris-La-Défense cedex

